



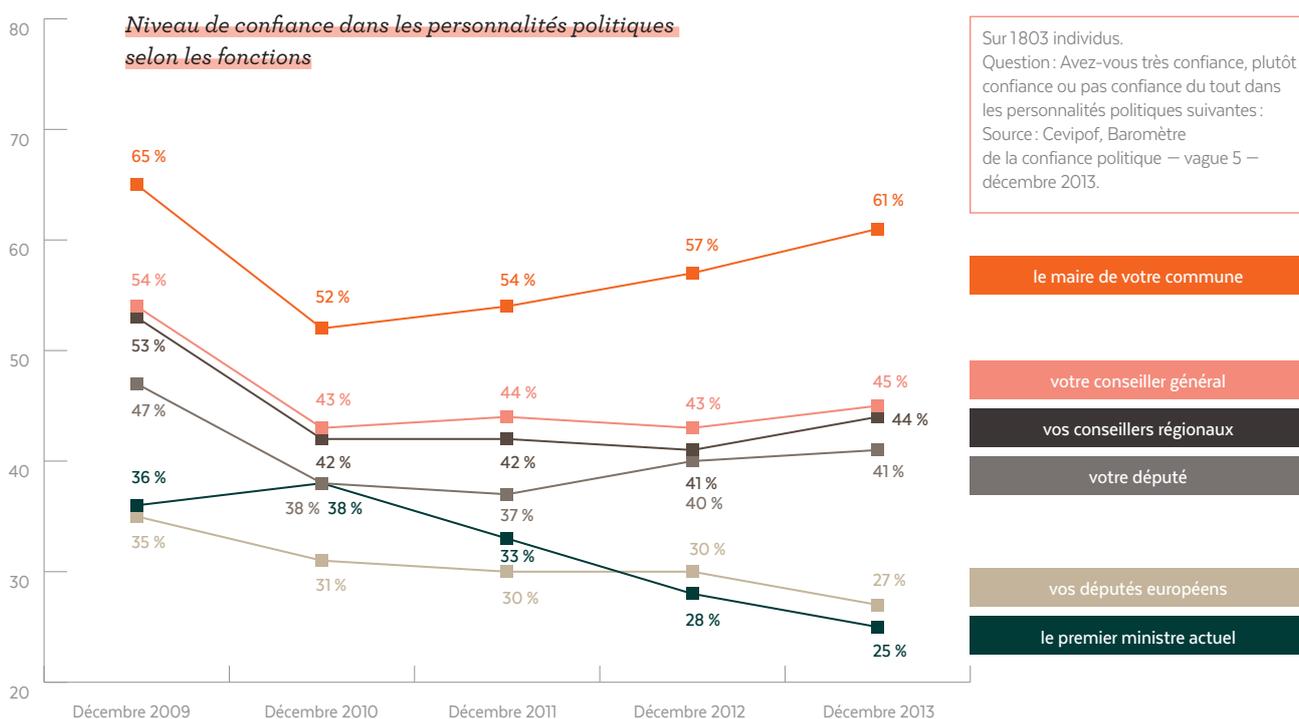
Fiche 2 :

CRISE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE : DÉFIANCE DES FRANÇAIS ENVERS LES ÉLUS

Plusieurs indicateurs traduisent une perte de confiance des citoyens envers leurs élus et les institutions qu'ils représentent. À la question de savoir si les Français considèrent que les responsables politiques se préoccupent des gens comme eux, bon an mal an 50% en moyenne répondent « pas du tout » et 35% « peu ».

Lorsque la question est formulée de façon plus personnalisée et qu'il est question du jugement des Français à l'égard de leur maire, leur député, les réponses apparaissent moins négatives, sans pourtant être majoritairement positives, à l'exception du maire. Longtemps plébiscités, ces derniers n'incarnent cependant plus guère une figure de proximité. Selon une enquête de l'Ifop de novembre 2017, seul un Français sur deux est en mesure de citer spontanément le nom de son maire.

Cette prise de distance vis-à-vis des élus s'appuie sur deux critiques principales : la première, très ancienne, leur reproche d'être des « professionnels de la politique » coupés des réalités sociales et préoccupés avant tout de défendre leurs intérêts de carrière ; la seconde, plus récente, leur reproche leur impuissance, le décalage entre leurs promesses électorales et leur capacité à les mettre effectivement en œuvre, voire leur inféodation à des pouvoirs supérieurs réputés occultes (la finance, la technocratie française et de plus en plus bruxelloise, les lobbies...). On comprend dans ces conditions que lorsque l'on demande aux Français quels sentiments leur inspire la politique, ils répondent d'abord de la méfiance (36%), puis du dégoût (31%), bien avant de l'espoir (5%) ou du respect (1%).



(1) La défiance s'obstine, vague 9 du Baromètre de la confiance politique, Cevipof, janvier 2018.

L'abstention en hausse constante

Aussi, l'abstention n'a cessé d'augmenter à tous les types de scrutin en France depuis les années 1980, hormis à l'élection présidentielle. D'environ un quart jusqu'aux municipales de 1983, elle a depuis 1989 dépassé le tiers des électeurs, avec une moyenne de 50 % dans les grandes agglomérations. La baisse de participation aux régionales et aux législatives a été particulièrement spectaculaire : de 31 % en 1992 à 50 % en 2015 pour les premières et d'un tiers en moyenne dans les années 1980-1990 à 40 %, 45 % puis 51 % pour les trois derniers scrutins aux législatives.

L'élection présidentielle continue d'être de loin la plus mobilisatrice, elle n'en est pas moins l'occasion privilégiée où s'exprime la contestation des élus et partis installés, comme on l'a vu en 2017 avec l'élimination des candidats représentant les deux plus importants partis du gouvernement du pays. Ce dernier résultat traduit la défiance croissante, depuis 2011, dans la capacité de la gauche ou de la droite à gouverner le pays, laquelle a atteint son paroxysme en 2017 : 69 %, soit +17 points par rapport à 2011 (Cevipof).